

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°15 2026

### Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Rapport pays du Programme alimentaire mondial ;
- ❖ **Bangladesh** : Choc externe majeur : les répercussions économiques de la guerre en Iran sur le Bangladesh ;
- ❖ **Inde** : L'activité industrielle de base de l'Inde en contraction lors du mois de mars ;
- ❖ **Maldives** : La vigueur du tourisme masque de fortes fragilités macroéconomiques selon la Banque mondiale ;
- ❖ **Népal** : La fuite des cerveaux et sortie de devises étrangères ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le Sri Lanka particulièrement exposé aux chocs externes selon le PNUD ;

#### À RETENIR

**-0,4%**

Indice des industries de base en Inde pour le  
mois de mars

# Afghanistan

## Rapport pays du Programme alimentaire mondial

Selon le dernier rapport du Programme Alimentaire Mondial (PMA) publié en mars dernier, l'économie afghane reste contrainte par un environnement de faible croissance, de chocs climatiques récurrents, et des perturbations géopolitiques de la région entraînant des problématiques de connectivité.

Ainsi, les conditions macroéconomiques demeurent fragiles, avec des marges de manœuvre externes limitées et une position extérieure faible. Bien que l'activité économique globale ait montré une reprise modérée, le PIB par habitant a diminué, reflétant une pression persistante sur les niveaux de vie dans un contexte de croissance démographique rapide.

L'afghani est resté globalement stable face au dollar américain en mars 2026, avec une moyenne de 64,3 AFN/USD. Cette stabilité relative reflète la poursuite des entrées de devises étrangères et les interventions répétées de la Banque centrale. Cette stabilité a contribué à contenir les coûts d'importation, notamment pour les denrées alimentaires et le carburant, bien que son effet sur les prix domestiques soit partiellement atténué par des contraintes d'offre persistantes et des perturbations du commerce transfrontalier.

[Afghanistan: Monthly Market Report Issue 70: March 2026 - Afghanistan | ReliefWeb](#)

# Bangladesh

## Choc externe majeur : les répercussions économiques de la guerre en Iran sur le Bangladesh

Le Selon une analyse de think tank South Asian Network on Economic Modeling (SANEM), si la persistance de la guerre en Iran pourrait réduire le PIB du Bangladesh jusqu'à 3 % sur les deux prochaines années, en raison de la forte dépendance du pays aux importations d'énergie, aux transferts de migrants en provenance du Golfe et à la demande internationale

### Pressions macroéconomiques : croissance, inflation et finances publiques

Le conflit alimente une hausse des prix de l'énergie et des intrants importés, accentuant les tensions inflationnistes déjà existantes au Bangladesh. En témoigne la hausse des prix des carburants de 10 à 15 %, avec un litre d'essence porté à 135 taka, contre 116 taka précédemment. Chaque augmentation de 10 USD du prix du pétrole pourrait accroître la facture d'importation de 70 à 80 M USD par mois, aggravant mécaniquement le déficit commercial du pays. Parallèlement, les finances publiques ne sont pas épargnées : hausse des subventions énergétiques et des besoins de financement extérieur (plus de 2 Mds USD recherchés auprès des institutions internationales pour assurer la couverture d'importations énergétiques).

Ces tensions interviennent alors que la reprise économique restait fragile. Les réserves de change se sont redressées, passant d'environ 18 Mds USD fin 2024 à près de 30 Mds USD début 2026, tandis que l'inflation s'est modérée autour de 8–9 % et que la croissance des dépôts bancaires était redevenue dynamique. Toutefois, la performance de croissance est restée limitée à 3 % au T2 de l'exercice 2025-26, soit son plus bas niveau depuis la période Covid.

### **Un choc externe qui se répercute sur la balance des paiements**

Le Bangladesh est particulièrement exposé en tant qu'importateur net d'énergie, dans un contexte de forte dépendance aux approvisionnements extérieurs. La perturbation des flux via le détroit d'Ormuz et la hausse des prix du GNL (gaz naturel liquéfié) ont entraîné une augmentation significative de la facture énergétique : les importations de GNL ont atteint environ 880 M USD sur quelques mois, soit un niveau élevé équivalent à près de 15 % des importations mensuelles.

### **Transferts de migrants et marché du travail : un risque clé**

Le conflit affecte également les transferts de fonds, pilier de la stabilité macroéconomique, qui ont atteint 32,8 Mds USD en 2025 (soit plus de 6 % du PIB). Près de la moitié de ces transferts proviennent du Moyen-Orient, où sont employés près de 7 millions de travailleurs bangladais, les rendant vulnérables à un ralentissement économique dans les pays du Golfe, susceptible de peser sur les flux de devises. Dans ce contexte, un scénario combinant plusieurs chocs, dont une baisse de 10 % des transferts en provenance des pays du Golfe, accentuerait ces risques.

### **Exportations et secteurs industriels sous pression**

Le conflit entraîne inévitablement une hausse des coûts logistiques (assurance, fret maritime) et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. Un scénario de tensions prolongées anticipe ainsi une augmentation de 25 % des coûts de fret, liée à la hausse des prix du carburant et des primes d'assurance dans les zones à risque. Cela affecte en particulier le secteur textile et de l'habillement, pilier des exportations. Par ailleurs, une baisse de 5 % de la demande d'exportations vers les marchés européens et américains est envisagée, ce qui pèserait directement sur les débouchés extérieurs du pays. La hausse des coûts énergétiques renchérit également la production industrielle et réduit la compétitivité des exportations. Même les secteurs davantage tournés vers le marché intérieur, comme l'agriculture, subissent des effets indirects, à travers la hausse des prix des intrants et un affaiblissement de la demande intérieure.

### **La stabilité financière en péril ?**

Ces différents canaux créent un effet cumulatif sur l'économie : détérioration de la balance des paiements, pressions sur la monnaie, hausse de l'inflation et ralentissement de la croissance. Ces fragilités sont accentuées par les vulnérabilités du secteur financier, marqué par un niveau élevé de prêts non performants (environ 30 % des encours) et un ralentissement du crédit au secteur privé (autour de 6 %), limitant le financement de l'économie. Par ailleurs, la faiblesse des marges budgétaires conduit l'État à recourir davantage à des financements bancaires à court et moyen terme, voire à la banque centrale.

# Inde

## L'activité industrielle de base de l'Inde en contraction lors du mois de mars

En lien avec les perturbations d'approvisionnement énergétique mondiales, l'activité industrielle de base de l'Inde, combinant huit industries clés, s'est contractée en mars 2026 et recule de 0,4 % en glissement annuel par rapport à mars 2025, selon les données gouvernementales publiées. Il s'agit de la plus faible performance enregistrée depuis près de deux ans et un revirement brutal par rapport à la croissance de 2,8 % observée en février.

Les baisses marquées observées dans des secteurs essentiels tels que les engrais (-24,6%), le pétrole brut (-5,7%), le charbon (-4,0%) et l'électricité (-0,5%) ont largement contribué à ce ralentissement avec une croissance négative au cours du mois, inversant la dynamique positive enregistrée à peine un mois auparavant. Le gaz naturel, l'acier, le ciment et les produits de raffinerie ont apporté un certain soutien, la croissance étant tirée par une hausse de 6,4 % sur ces secteurs.

Malgré cette baisse mensuelle, la performance cumulée pour l'ensemble de l'exercice financier a affiché une légère progression. En effet, l'indice a progressé de 2,6 % entre avril 2025 et mars 2026 (chiffres provisoires), par rapport à la même période de l'année précédente.

[India's core sector growth contracts 0.4% in March 2026 to lowest level since August 2024 - The Economic Times](#)

## Singapour, principale source d'investissements directs étrangers en Inde

Entre avril et décembre 2025, Singapour se classe au premier rang des pays sources d'investissement directs étrangers en Inde, avec un montant investi de 17,6 Mds USD soit environ 37% du total des IDE de la totalité des investissements sur la période (près de 50 Mds USD). Les États-Unis arrivent en deuxième position avec environ 16 %, suivis de l'île Maurice avec 10 %. Le Japon et les Émirats arabes unis figuraient également parmi les cinq principaux pays investisseurs.

Les secteurs de prédilection des investissements sont principalement les services et les technologies informatiques (22%) suivi du secteur des services financiers et bancaires (18%).

Selon les données, les investissements en provenance de Chine se sont élevés à 6,5 M USD en 2025, soit une hausse par rapport aux 3,7 M USD enregistrés en 2024, tandis que ceux en provenance de Hong Kong ont reculé, passant de 87,7 M USD à 61,4 M USD.

Parmi les États, le Maharashtra a enregistré les flux d'investissements étrangers les plus élevés, avec 15,4 Mds USD, suivi du Karnataka avec 11,1 Mds USD au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2026.

A noter qu'une part importante des investissements proviennent des îles Caïmans ou Chypre, confirmant la tendance des IDE en Inde de passer par ces juridictions. En effet, selon un article de The Economic Times, les investissements directs étrangers en provenance des îles Caïmans

ont été multipliés par cinq, passant de 422 M USD en 2024 à 2 Mds USD tandis que Chypre, a investi 1,4 Md USD en Inde en 2025 contre 1,2 Md USD en 2024.

[Singapore emerges as top FDI source in Apr-Dec FY26, high inflows from tax havens - The Economic Times](#)

## Réduction du déficit commercial de marchandises en mars

Le déficit commercial de l'Inde a connu une baisse significative en mars, revenu de 27,1 Mds USD en février à 20 Mds USD désormais. Il s'agit d'un niveau inférieur à ce que projetaient les économistes qui tablaient davantage autour d'un niveau de déficit avoisinant 30 Mds USD.

Malgré la montée des tensions au Moyen-Orient, on observe une hausse simultanée des exportations et un ralentissement des importations. Selon les données gouvernementales, les exportations de marchandises sont passées de 36,6 Mds USD en février à 38,9 Mds USD en mars, tandis que les importations ont reculé de 63,7 Mds USD à 59,9 Mds USD.

Par ailleurs, selon le secrétaire au Commerce Rajesh Agrawal, les exportations totales de biens et de services de l'Inde devraient augmenter de 4,2 % en glissement annuel pour atteindre environ 860 Mds USD en 2025-26.

Les exportations de services sont restées un moteur essentiel, s'établissant à 418,3 Mds USD au cours de l'exercice, grâce à l'exportation de service au sein des technologies de l'information, des services aux entreprises et des services financiers. Dans le même temps, les exportations de marchandises ont enregistré une légère hausse annuelle de 1 % pour atteindre 441,8 Mds USD.

[India's trade deficit narrows to \\$20.67 billion in March on West Asia risks - The Economic Times](#)

# Maldives

## Les Maldives constituent l'un des pays les plus fragiles d'Asie-Pacifique selon le PNUD

Cette situation n'est pas liée au commerce de biens ou aux transferts de migrants, mais à la dépendance extrême de l'archipel au tourisme combinée à une situation budgétaire déjà tendue. Début mars, les arrivées touristiques affichaient une baisse de 23,4% sur un an. Le cœur du risque maldivien est fiscal. Le PNUD estime en effet que chaque mois de recul des arrivées et d'affaiblissement de l'activité peut coûter 85 à 100 MUSD de recettes (1 à 1,2% du PIB), augmenter le ratio dette/PIB d'environ 1,2 point, et élargir le déficit budgétaire d'environ 21%. Les Maldives font déjà face à une dette très élevée (135,9% du PIB environ), et un déficit budgétaire important. Outre le choc qu'il provoque sur les recettes, le conflit au Moyen-Orient constitue également un risque pour la continuité des services essentiels, qui sont concentrés dans la capitale alors que la hausse des prix du carburant ou la baisse de sa disponibilité pourrait rendre le transport plus difficile pour les 200 îles habitées.

[PNUD](#)

## La vigueur du tourisme masque de fortes fragilités macroéconomiques selon la Banque mondiale

L'économie a fortement accéléré en 2025, avec une croissance de 8,6% au 3e trimestre, rythme le plus rapide depuis quatre ans, grâce à la vigueur des arrivées touristiques. L'amélioration apparente du solde budgétaire primaire pourrait ne pas refléter l'accumulation d'arriérés publics. L'inflation a atteint 4% en 2025, malgré des subventions encore importantes, mais de moins en moins efficaces en raison des tensions sur les devises, qui sont mises en lumière par l'écart croissant entre le taux de change officiel et le marché parallèle, avec des répercussions sur le coût et la disponibilité de certaines importations essentielles (médicaments). Les perspectives pour 2026 se dégradent nettement. Le conflit au Moyen-Orient pèsera lourdement sur l'archipel à travers les perturbations touristiques, le renchérissement du carburant et le durcissement des conditions de financement. Les recettes touristiques devraient reculer en 2026, sous l'effet d'une baisse des arrivées, ce qui limiterait la croissance à seulement 0,7%, avant un rebond en 2027-2028. L'inflation est attendue à 6% en 2026 et devrait rester au-dessus de 4% jusqu'en 2028. Le pays conservera de larges déficits budgétaires et courants et pourrait continuer à subir de fortes pressions de change, dans un contexte déjà marqué par un risque élevé de crise sur la dette souveraine.

[Banque mondiale](#)

## La Banque mondiale prépare un prêt 50 MUSD pour sécuriser les importations de carburant

Ce financement d'urgence vise à aider les Maldives à maintenir l'approvisionnement en carburant indispensable à l'électricité, au dessalement de l'eau et au transport inter-îles. Cette aide intervient alors que l'économie maldivienne apparaît très fragilisée par le niveau insoutenable de la dette publique et l'attrition des réserves de change.

[Banque mondiale](#)

# Népal

## La fuite des cerveaux et sortie de devises étrangères

Au cours des huit premiers mois de l'exercice budgétaire en cours (de mi-juillet à mi-mars), les Népalais ont dépensé l'équivalent de 998 M USD en roupie népalaise pour financer des études à l'étranger, soit une hausse d'environ 8 % par rapport à la même période l'année dernière. Les données de la Banque centrale du Népal (Nepal Rastra Bank) indiquent que 913 M USD avaient été dépensés à ce titre au cours de la période correspondante de l'exercice budgétaire précédent.

Selon les experts, cette hausse reflète le nombre croissant d'étudiants quittant le pays pour poursuivre des études supérieures, ce qui fait augmenter mécaniquement les sorties de devises étrangères. Selon la Banque centrale, les sorties de devises liées aux études à l'étranger ont augmenté régulièrement ces dernières années.

Les analystes attribuent cette tendance aux perspectives d'emploi et aux revenus plus élevés à l'étranger, qui continuent d'attirer les étudiants. Ils ajoutent que cette tendance contribue également à l'augmentation des entrées de fonds provenant des transferts de fonds.

Le 16ème plan quinquennal présente des mesures politiques visant à réformer le secteur de l'éducation. Il propose d'augmenter la proportion d'étudiants dans les filières techniques, d'améliorer les résultats scolaires et de rendre l'éducation davantage axée sur l'emploi afin d'enrayer la tendance à étudier à l'étranger.

[As students leave Nepal to study abroad, billions flow out](#)

## Sri Lanka

### Le Sri Lanka particulièrement exposé aux chocs externes selon le PNUD

Cette situation s'explique par les vulnérabilités multiples du pays, ce qui rend sa situation particulièrement délicate : 1) énergie : le pays figure parmi ceux où la part du pétrole dans la consommation d'énergie primaire est la plus élevée, ce qui signifie qu'un choc pétrolier se transmet rapidement aux transports, aux coûts de production et au coût de la vie ; 2) commerce : les pertes sur les exportations de thé sont estimées à 10 à 15 MUSD par semaine ; 3) tourisme : les arrivées ont baissé de 40% entre février et début mars 2026 ; 4) marché du travail du Golfe : 80,2% des départs de travailleurs migrants sri-lankais en 2025 étaient dirigés vers le Moyen-Orient. Le rapport suggère que le Sri Lanka fait partie des pays où un choc externe peut rapidement devenir un choc macroéconomique généralisé, parce qu'il touche en même temps les devises, la consommation intérieure et l'activité, même si le PNUD estime que l'impact sur l'IDH restera modeste à court terme, et même si la hausse de pauvreté projetée sera limitée en valeur absolue.

[PNUD](#)

### Rebond confirmé en 2025, mais ralentissement attendu en 2026 selon la Banque mondiale

Dans le prolongement de 2024, la croissance, soutenue par la consommation privée (+9,1%) et les transferts de migrants (+20%), a atteint 5% en 2025 et l'inflation est restée maîtrisée. Le passage du cyclone Ditwah a toutefois causé la mort de plus de 600 personnes et des dommages estimés à 3,3 Mds USD, (3% du PIB). La situation budgétaire a continué de s'améliorer, avec un ratio dette/PIB retombé à 93% au 3e trimestre 2025, contre un pic de 120%. Pour 2026, la Banque anticipe un ralentissement de la croissance à 3,6% puis un léger redressement en 2027 (+3,8%). La hausse des prix de l'énergie, la normalisation du rythme de reprise et les séquelles persistantes de la crise —manque de main-d'œuvre qualifiée et difficultés à engager les dépenses en capital — devraient peser sur l'activité. La reconstruction post-cyclone, la reprise du tourisme, l'amélioration des conditions de crédit et la poursuite des réformes devraient au contraire soutenir l'économie. Une suppression progressive des paratarifs d'ici 2029 pourrait accroître la consommation des ménages d'environ 3,1% en moyenne.

[Banque mondiale](#)

### Reprise solide en 2025, mais horizon 2026 assombri par les chocs extérieurs selon le rapport annuel de la Banque centrale

Le redressement s'est poursuivi en 2025 avec une croissance réelle de 5% dans un contexte de stabilisation macroéconomique et de poursuite des réformes. La reprise s'est accompagnée

d'un retour de l'inflation en territoire positif à partir d'août, d'un fort rebond du crédit au secteur privé et d'une amélioration de la confiance des investisseurs. Les comptes extérieurs se sont encore renforcés en 2025, avec un excédent courant de 1,7 Md USD, des réserves officielles brutes portées à 8,1 Mds USD, des transferts de travailleurs à 6,8 Mds USD et des arrivées touristiques de 2,4 millions. Les recettes budgétaires ont progressé à 16,7% du PIB, tandis que le déficit budgétaire est revenu à 2,3% du PIB et que l'excédent primaire a atteint 5,4% du PIB ; la dette publique centrale en encours a reculé à 91,6 % du PIB à fin 2025. Pour 2026, la Banque centrale juge l'environnement nettement plus incertain. Elle anticipe une accélération de l'inflation vers la cible de 5%, sous l'effet notamment des prix de l'énergie et des retombées de la guerre au Moyen-Orient. Le déficit commercial devrait se creuser sous l'effet d'importations plus dynamiques, notamment énergétiques, mais le compte courant resterait à un niveau « soutenable ». Le principal risque identifié tient précisément à la prolongation du conflit au Moyen-Orient, susceptible d'affecter le tourisme, les exportations de thé, les transferts de migrants et, plus largement, la balance des paiements et les flux financiers.

[CBSL](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
<b>Bangladesh</b>	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
<b>Pakistan</b>	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)